

Le P.C.F., comme l'a montré la réponse embarrassée de François Billoux, dans « France Nouvelle » à une contribution, à la Tribune de Discussion, ne conçoit pas que d'autres formations politiques que lui puissent représenter la classe ouvrière. Il est son seul représentant, et le représentant de tous les courants qui la traversent, comme n'a pas eu peur de l'affirmer Casanova à Ivry.

On sent Fajon, comme Billoux, gêné lorsqu'il traite du même problème :

« ...la société capitaliste engendre elle-même des conditions d'existence d'un parti social-démocrate ...susceptible... en raison de la diversité de la classe ouvrière, d'orienter et d'organiser de véritables prolétaires... »

Mais Fajon n'en tire pas d'autre conclusion que Thorez, Billoux, Marchais ou Casanova : le P.C.F., seul parti de la classe ouvrière. C'est se condamner à un sectarisme de taupe et ainsi faire le jeu de Guy Mollet et isoler tous ceux qui dans le P.S.A. sont favorables à une autre politique que celle des accords circonstanciels avec le P.C.F.

Ce que craint le noyau dirigeant thorzien, c'est que dans le cours de discussion sur le Front Unique avec d'autres organisations ouvrières soient évoqués le problème de la multiplicité des Partis ouvriers dans la société de transition, le socialisme à la hongroise et le problème de la bureaucratie de l'U.R.S.S. et des Démocraties populaires.

**

DERRIERE LA FAÇADE.

Aucune note discordante au Congrès. Les thèses sont adoptées à l'unanimité ; à l'unanimité a été élu le Comité Central. Et votre opposition ? et vos oppositionnels ? et la crise du P.C.F. dont vous nous entretenez depuis de nombreuses années à longueur de colonne ?...

Nous n'avons jamais dit, contrairement à d'autres, qu'il se « passerait » quelque chose au XV^e Congrès. Les cinq cents délégués triés sur le volet, après un meeting étalé sur cinq journées, vont retrouver leurs Fédérations, leurs sections, leurs cellules où la situation n'est pas aussi exaltante ; la campagne contre la guerre d'Algérie décidée au début du mois précédent par l'Assemblée de Pleyel, que devient-elle ? « L'Humanité » ne peut remplir un quart de page, quotidiennement. Le mouvement gréviste ? Des grèves partielles couvertes de succès ? Assez

peu. Le gouvernement a choisi de discuter en novembre avec les cheminots, et encore si la situation le permet, comme on peut le lire dans le communiqué du ministre des Transports. Un marasme certain existe chez les travailleurs. Duclos, interviewé par Jean Cau, parlant au nom de la direction, déclare à « l'Express » : « Nous voulons que, dans la période politique actuelle, caractérisée par une sorte d'atonie, notre parti offre au contraire le spectacle d'une pleine activité politique vivante. »

C'est un vœu pieux. Le Parti Communiste Français n'est pas en bonne santé, malgré les salves d'applaudissements d'Ivry. Marcel Servin nous a appris que quelque 420.000 cartes avaient été prises à la trésorerie centrale. Les adhérents ne sont pas si nombreux. Les Fédérations retirent au Centre un nombre de cartes bien supérieur à celui qu'elles répartissent aux sections. Les cellules, à leur tour, reçoivent plus de cartes qu'elles n'en ont besoin. Il faut fixer le nombre des adhérents autour de 250.000. Sur ces 250.000, plus des trois quarts ne militent pas activement. Que l'on se reporte seulement à quelques années en arrière pour faire une comparaison. On comprend Servin lorsqu'il dit : il ne suffit pas de dire, il faut faire.

A ces faits, ajoutons le vieillissement de l'organisation que le Congrès n'a pu passer sous silence. Plus de 40 ans : 56,2 % des effectifs ; de 26 à 40 ans : 38,3 % ; moins de 25 ans : 5,6 % contre 10,2 % en 1954.

Le P.C.F. ne recrute pas dans la jeunesse, et les effectifs en général sont fluctuants, avec tendance régulière à la diminution. Les J.C.F. ont un nombre d'adhérents ridiculement bas.

Est-ce un bulletin de santé satisfaisant ?

Manifestation d'unanimité autour de Maurice Thorez, écrivent en substance des rédacteurs de « France Observateur » et de « l'Express ». Maurice Thorez est plus perspicace. Il a reconnu, à la Conférence de Paris (cf. le numéro précédent de « la Vérité des Travailleurs ») l'existence de courants oppositionnels.

Ces considérations ne signifient pas que le P.C.F. est à bout de souffle. Il est même tout à fait certain que c'est de cet instrument que se serviront les masses pour essayer de se défendre contre le capital et passer ensuite à l'offensive. Le P.C.F. compte en son sein les meilleurs militants de la classe, les plus dévoués, mais la confiance qu'ils avaient dans leur direction, a disparu.

C'est un petit détail qui peut changer beaucoup de choses dans l'avenir.

R. MERLIN.

Alfred ROSMER

écrit :

« Je viens d'achever la lecture de ce tome III des ECRITS. Achever, pour un livre de cette importance et de cette richesse, veut dire que je l'ai parcouru de bout en bout, souvent arrêté en cours de route pour noter tous les points de repère pour des consultations ultérieures chaque fois qu'il faudra s'y référer. Vous avez donné là une information vraiment exceptionnelle pour toute cette période d'entre deux guerres, — à tant de points de vue si décevante — qui doit provoquer des examens et des discussions fécondes. »

Commander le tome III des ECRITS, de Léon TROTSKY.

Un volume de 600 pages : 1.600 fr.
Commande : C.C.P. FRANK 12648-46 Paris, 64, rue de Richelieu.

Le vote des « pouvoirs spéciaux »

S'il est quelque chose que la direction Thorez n'emportera pas en paradis, c'est son vote des « pouvoirs spéciaux », le 12 mars 1956, accordant à Guy Mollet la confiance du P.C.F. pour mener sa politique de « pacification » en Algérie. Depuis lors, il n'y a pas eu un seul moment un peu important où cette question n'ait été resoulevée dans le P.C.F. et la direction Thorez a, systématiquement, inscrit et ré-inscrit dans les documents officiels du parti la justesse du vote des « pouvoirs spéciaux ». Cela fut encore fait lors du 15^e Congrès.

Cependant, si nous en croyons le Bulletin d'opposition « Unir », généralement bien informé sur ce qui se passe dans l'appareil, la question serait vue actuellement d'une façon différente à la très haute direction du P.C.F. Nous lisons, en effet, dans ce Bulletin, les lignes suivantes :

« MAIS IL Y A MIEUX, LE SECRETARIAT DU PARTI, A LA SUITE DU DOCUMENT DU P.C. ITALIEN ET DE CERTAINES CRITIQUES FRATERNELLES VENUES DE DIVERS PAYS, U.R.S.S. Y COMPRIS, A RECONNU QUE CE VOTE ETAIT UNE FAUTE ! LES MEMBRES DU COMITE CENTRAL ET CERTAINS SECRETAIRES FEDERAUX L'ONT ENTENDU, AVEC CE COMMENTAIRE : « Ce serait cependant une

erreur de le dire, maintenant, car il semblerait que nous donnons raison aux « oppositionnels », et cela affaiblirait l'autorité de la direction du Parti en un moment où elle en a le plus besoin ! »

S'il en est ainsi, nous ne tarderons pas à le voir sous la forme d'un oubli discret de ce vote jusque là historique. Mais les militants communistes ne pourraient, dans ce cas, se satisfaire d'une « autocritique » de cet ordre. Le vote des « pouvoirs spéciaux » fut un événement politique d'une importance exceptionnelle. Il constitua une trahison de la lutte du peuple algérien, un coup porté à tous les mouvements d'émancipation des peuples colonisés. Ce n'est pas par le silence qu'un tel acte criminel peut être réparé. Ce n'est même pas par une franche autocritique que des dirigeants peuvent se racheter à ce sujet. Le vote des « pouvoirs spéciaux » ne pourra être annulé que lorsque les responsables de cette trahison seront chassés de la direction.

Le prochain Numéro de

« La Vérité des Travailleurs »

paraîtra le 18 Septembre